

M. VALLANCE: Sont-elles toutes basées sur la livre sterling?

L'hon. R. WEIR: Oui.

M. POULIOT: Je n'ai qu'un mot à dire en réponse à une remarque du ministre. Il a parlé de la hausse de la livre sterling. Je reconnais qu'elle a eu des hauts et des bas depuis quelque temps; mais, d'un autre côté, à la dernière conférence universelle à laquelle le ministre des Finances a assisté et soixante-quatre nations ont été représentées, la question de la stabilisation de l'argent était au programme. On avait donc l'intention de la discuter, mais elle n'a pas été mise à l'étude parce que les Etats-Unis n'ont pas cru le moment opportun. Alors, les soixante-trois autres nations, y compris le Canada et ses représentants, l'honorable député de Calgary-Ouest et le ministre des Finances sont tous partis en disant: Nous allons attendre avant de revenir que les Etats-Unis consentent à aborder cette question. Ces soixante-trois nations durent attendre le consentement des Etats-Unis pour avoir la stabilisation monétaire essentielle au commerce international. La stabilisation ne s'est pas faite, et je ne vois pas comment le ministre de l'Agriculture peut mentionner les fluctuations de la livre sterling, étant donné que, si elles ont eu pour effet de nuire à notre commerce, c'est, en grande partie, à cause du manque de politique du Gouvernement à ce sujet.

J'ai posé plusieurs questions à l'honorable ministre. Je lui ai demandé si le crédit destiné à ce bureau est nécessaire, quand nous avons Howard Ferguson comme haut commissaire à Londres. C'est une question raisonnable, cela. Si Howard Ferguson est un si grand génie, un compère et compagnon dans le commerce comme dans la politique, nous n'avons pas besoin de ce bureau. C'est de l'argent gaspillé que ce crédit de \$21,000 et le Gouvernement devrait plutôt en donner la moitié...

M. GOTT: Je demande un rappel au règlement. Nous en sommes à l'article 50, page 20. L'honorable député a épuisé ses quarante minutes et il essaie maintenant de recommencer son discours. Cela peut-il se faire à propos du même crédit?

M. le PRESIDENT (M. Gagnon): En comité des subsides on accorde une certaine latitude.

M. POULIOT: J'ai posé mes questions poliment. Je me fais aussi doux que possible. Je suis l'un des deux cents quarante-cinq membres de cette Chambre, et mon seul objet est de défendre le trésor. Je ne parle pas pour le plaisir de parler, mais au nom de mes électeurs, à qui on a représenté le premier mi-

nistre comme un surhomme, et le ministre de l'Agriculture est son bras droit dans le domaine agricole.

Il est bel et bon de dire aux cultivateurs: Produisez plus de tabac, élevez plus de porcs, élevez plus de moutons, produisez plus d'œufs, produisez plus de beurre; mais quand vient le temps de vendre ils ne trouvent pas de prix raisonnable. Je ne m'oppose pas au commerce avec la Grande-Bretagne; je ne suis pas contre ce crédit en soi; mais je constate un état de choses désastreux; que le Gouvernement néglige notre commerce au pays pour pousser ce commerce britannique artificiel et justifier les stupides accords d'Ottawa. Au cours du débat sur l'Adresse, on en a vanté les mérites; les auteurs les ont loués hautement. Quel effet ont-ils eu, à la vérité? Notre commerce a été détruit et quand je demande des renseignements sur l'œuvre de Howard Ferguson en Angleterre au sujet du commerce, on ne me répond pas. Qui est responsable de cette diminution de 5 millions de dollars dans la valeur de nos exportations de fromage? Sont-ce ces bureaux de l'Empire, est-ce Howard Ferguson, ou est-ce le Gouvernement? Il doit y avoir une cause. On nous dit que c'est la livre sterling, mais ce n'est pas la livre sterling qui règle la politique du Gouvernement en matière agricole et de vente.

J'ai posé une autre question au ministre de l'Agriculture; je vais la répéter, parce qu'il ne me paraît pas avoir bien compris mon anglais. Ce n'est pas ma langue maternelle, mais je la parle de bon gré et de mon mieux. Cette autre question que j'ai posée au ministre de l'Agriculture, les honorables députés ici présents s'en souviennent, c'est celle-ci: Quel a été le prix moyen du beurre chaque mois de 1922 au 1er juillet ou le 1er août 1930? Le prix en janvier, février, mars et avril, ainsi de suite. Et, d'autre part, quel a été le prix du beurre chaque mois, du 2 juillet ou du 2 août 1930 à ce jour? On ne m'a pas répondu, et pourtant le ministre doit avoir ce renseignement continuellement à sa portée; c'est une chose qu'il doit savoir pour répondre à ces questions qui sont raisonnables. Les honorables membres de la droite nous parlent du prix plus élevé actuellement, mais ils ne tiennent pas compte du prix antérieur, ce qui est pourtant essentiel.

Donc, voici ma première question: Qui ruine le commerce canadien? Est-ce Howard Ferguson, les bureaux de l'Empire, ou le Gouvernement? Si c'est Howard Ferguson, pourquoi le garde-t-on comme haut commissaire? Si ce sont les bureaux de l'Empire, pourquoi nous demande-t-on ce crédit? Si c'est le Gouvernement, pourquoi ne résigne-t-il pas? Si je répète la deuxième question, une troi-